

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Comportement au feu des structures – locaux à risques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I	Voir la demande de l'inspection
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Voir la demande de l'inspection
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Voir la demande de l'inspection
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Voir la demande de l'inspection

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever quelques observations et non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des structures – locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un incendie (du fait notamment caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites) => caractéristiques minimales: matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ; murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le stockage poudre se situe dans un local fermé entièrement. Les portes, fermetures et murs de ce local sont REI 120. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'y avait pas d'autres murs coupe-feu dans l'enceinte dans l'entreprise hormis ce local de stockage poudre.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Demande : L'exploitant justifiera auprès de l'Inspection, dans un délai de 3 mois, que les portes, fermetures et murs du local de stockage poudre sont REI120.

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'entreprise est équipé de trappes de désenfumage. L'ensemble de l'atelier, le local chaudière, le local compresseur et la partie bureaux de l'entreprise sont équipées d'un dispositif de désenfumage en partie haute.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que le dispositif de désenfumage possède des commandes automatiques avec des thermofusibles qui au contact d'une source chaude permettent l'ouverture automatique des trappes de désenfumage. En complément de ce dispositif de commande automatique, les trappes peuvent s'ouvrir manuellement via une commande située à proximité des accès. La maintenance de ces dispositifs est réalisée annuellement. La dernière maintenance a été faite le 07/03/22 par la société Kingspan. Le compte-rendu de ces vérifications relève quelques non conformités à faire lever par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires afin de lever les non conformités du dernier rapport de contrôle de vérification du dispositif de désenfumage afin de rendre celui-ci correctement fonctionnel, dans un délai de 3 mois. L'exploitant justifiera de ces travaux en envoyant le justificatif de fin de travaux à l'Inspection.
Proposition de délais : 3 mois

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que la maintenance électrique était réalisée annuellement. Le dernier contrôle de l'installation électrique de l'établissement a été réalisé par la société DEKRA le 08/06/22. Le rapport a relevé quelques observations mais en conclusion du rapport, la société DEKRA déclare que l'installation électrique de l'entreprise ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a informé l'Inspection que de nombreuses observations ont déjà été levées en interne. Le contrôle des installations électriques qui sera réalisé au cours de l'année prochaine permettra de contrôler les levées des observations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Demande : L'exploitant transmettra à l'Inspection le compte-rendu du contrôle de l'installation électrique réalisé en 2023 et indiquant la levée des observations du contrôle de 2022, dans un délai de 6 mois.

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il possède 8 bains chauffés. Ces bains sont chauffés via un chauffage externe : c'est une chaudière qui chauffe de l'eau qui ensuite permet de chauffer des résistances pour chauffer les bains. De plus, il y a un dispositif de niveau : c'est un détecteur de niveau ou un système "chasse d'eau" selon les bains. En cas de niveau de liquide insuffisant, la chaîne s'arrête automatiquement et le chauffage s'arrête également. Une sonde de niveau contrôle le niveau et permet de stopper la chaîne de production. De plus, la pompe qui amène le liquide dans les bains s'arrête donc l'ensemble de l'installation s'arrête.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il y avait plusieurs poteaux incendie proches de l'entreprise que les services de secours peuvent utiliser en cas d'incendie. L'un des poteaux incendie a été modifié afin de répondre à la prescription de l'article 27.3, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/10/2010. La Métropole de Lyon est intervenue pour la mise en conformité. L'exploitant a informé l'Inspection que de nombreux extincteurs sont disposés dans l'entreprise et des RIA sont également présents. En complément, l'entreprise est équipée d'un système d'alarme complet : une alarme sonore se déclenche en cas d'incident. En outre, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'hors des heures d'ouverture de l'entreprise, une société de télésurveillance est en charge du site et prévient les secours en cas d'incident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Demande :</u> L'exploitant fera parvenir à l'Inspection le rapport de fin de travaux de mise en conformité des poteaux incendie, dans un délai de 15 jours.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection que la maintenance de ses dispositifs de lutte contre l'incendie est réalisée régulièrement. Les extincteurs sont vérifiés annuellement. La dernière maintenance a eu lieu le 01/04/22 par la société DUMONT Sécurité. Le dernier rapport de maintenance indique que l'exploitant doit faire changer 5 extincteurs datant de 2012. La société DUMONT est intervenue pour effectuer le changement de ces extincteurs le 25/04/22 et l'exploitant a présenté la facture de ces changements à l'Inspection. Un extincteur à CO2 a dû être changé également. La société DUMONT est intervenue le 14/09/22 pour effectuer le remplacement. L'exploitant a présenté à l'Inspection le devis signé pour ce changement. L'exploitant a informé l'Inspection que la dernière visite de maintenance du dispositif RIA a été réalisée le 01/04/22 par la société DUMONT Sécurité. Le dernier compte rendu de maintenance ne mentionne pas de non conformités. Concernant le système de désenfumage, la dernière visite de maintenance a été réalisée le 07/03/22 par la société Kingspan. Le compte rendu de cette visite relève quelques non conformités (voir constats concernant le dispositif de désenfumage).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection que des travaux ont été réalisés en 2016 dans la cour de la société afin de créer du relief permettant la retenue des eaux en cas d'incendie. En complément, l'exploitant possède des barrières de rétention qui permettent de confiner les eaux d'extinction dans les bâtiments. Ainsi, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il possède une capacité de retenue des eaux d'environ 2554 m ³ , supérieur au volume minimal nécessaire. L'Inspection a pu constater sur place les barrières de rétention disposées proches des ouvertures du bâtiment et la sur-élévation dans la cour de la société.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Demande : L'exploitant fera parvenir à l'Inspection les justificatifs détaillant les capacités de retenues disponibles pour les eaux d'extinction sur site, dans un délai de 3 mois.

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection qu'afin d'isoler les réseaux et maintenir les eaux d'extinction dans la cour de la société qui sert de bassin de rétention, une guillotine est disposée dans le regard qui est en permanence ouvert pour les eaux usées. La vanne guillotine s'active au moyen d'une clé qui se situe dans un bureau proche du regard. Ce bureau reste en permanence ouvert. La procédure pour activer la guillotine et ainsi isoler les réseaux est affichée directement sur place où elle doit être utilisée. L'exploitant a informé l'Inspection que le système est vérifié une fois par an en interne et notifié dans le registre de sécurité de l'entreprise. La dernière vérification a eu lieu en juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet